



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Le massacre de Nankin. La mémoire instrumentalisée

Yannik van Praag
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Décembre 2017

« Je fus terrorisée à l'idée que les 300 000 Chinois assassinés à Nankin soient engloutis dans les oubliettes de l'histoire tout comme leurs corps avaient disparu sous l'occupation japonaise ; et que le monde en vienne un jour à croire les politiciens japonais, selon qui les massacres n'étaient qu'un canular et une invention. »¹

En 1997, Iris Chang, journaliste et historienne américaine d'origine chinoise, publie *Le viol de Nankin*. Le livre sort de presse l'année du soixantième anniversaire de ce qui fut l'un des plus grands massacres du 20^e siècle. Il devient rapidement, et de façon inattendue, un best-seller. Vingt ans plus tard, la volonté de l'auteure de sortir cette histoire de l'oubli et de rendre hommage aux victimes n'est que partiellement accomplie. En Occident, que ce soit en Europe ou aux États-Unis, malgré de nombreuses autres initiatives pour les faire connaître, les crimes perpétrés par l'armée impériale à Nankin restent en grande partie méconnus.

De l'autre côté du monde, en revanche, ils ne cessent de produire des ressacs, tant sur les scènes politiques intérieures que dans les relations entre les deux grandes puissances asiatiques que sont la Chine et le Japon.

Les faits

En 1937, la Chine vit au rythme des secousses politiques et militaires qui l'ébranlent depuis la révolution chinoise de 1911 et la fin du régime impérial. Elle est par ailleurs confrontée à la pression croissante de l'expansionnisme nippon. Le Japon considère de plus en plus la Chine comme son domaine réservé et s'oppose chaque jour de façon plus virulente à l'influence que les puissances occidentales y ont acquise depuis les guerres de l'opium (1839-1842, 1856-1860).

En 1931, le Japon occupe la Mandchourie et crée l'État fantoche du Mandchoukouo. Il place à sa tête le dernier empereur de Chine, Pu Yi, et poursuit une politique de grignotage de la Chine du Nord.

En juillet 1937, sous un prétexte fallacieux (l'incident du Pont Marco Polo), l'armée japonaise se lance dans une vaste opération de conquête sur l'ensemble de la Chine orientale. Pékin est prise en août et Shanghai est prise en novembre, après d'intenses combats et de sévères

¹ Iris Chang, *Le viol de Nankin 1937 : un des plus grands massacres du XX^e siècle*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2010 [1997], p. 283.

bombardements.



Entrée du général japonais Iwane Matsui à Nankin le 17 décembre 1937

Les troupes japonaises font alors route vers Nankin, la capitale du gouvernement nationaliste de Chiang Kai-shek. La ville résiste tant bien que mal, mais ne peut rien contre la force de frappe nipponne. Elle tombe le 13 décembre 1937. Les soldats qui l'investissent sont censés y établir un nouveau régime qui assure l'ordre et la sécurité. C'est tout le contraire qui se produit. Durant les semaines qui suivent, la ville est victime d'une orgie de meurtres, de tortures et de viols sans précédent. Le

déchaînement de sadisme des troupes japonaises laisse sans voix, elles ont perdu toute humanité. Les récits récoltés depuis, que ce soit ceux des rescapés chinois ou des soldats japonais qui ont accepté de parler des décennies plus tard, convergent dans l'horreur. Devant le tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient qui se tient après-guerre, à Tokyo, il sera établi que les troupes lâchées dans la ville avaient reçu la permission de violer, tuer, voler et brûler, afin de terroriser l'ensemble des Chinois et de les contraindre à accepter l'occupation.

Le cauchemar prend fin progressivement à partir de février, à mesure que les exactions sont révélées par la presse internationale. Si le monde s'est ému, c'est probablement en grande partie grâce aux images que John Magee est parvenu à exfiltrer. Ce missionnaire américain possédait une caméra 16 mm et réussit à filmer des preuves des exactions. Ce seront les seules images filmées du massacre, elles auront un effet dévastateur sur l'opinion publique internationale.

Quant au nombre de victimes, son estimation fait toujours l'objet de controverses. Le tribunal militaire international de Tokyo l'a évalué à 200 000 alors que celui qui s'est tenu approximativement en même temps, à Nankin, à l'initiative du gouvernement de Chiang Kai-shek l'a estimé à 300 000. Ce chiffre reste officiellement reconnu par le gouvernement chinois actuel et gravé dans la pierre du mémorial de Nankin². Le hiatus avec les estimations des historiens japonais est considérable, puisque celles-ci varient entre 40 000 et 200 000 victimes.

² Sur le mémorial de Nankin, voir : http://www.auschwitz.be/images/_bulletin_trimestriel/114_portfolio.pdf

Négation

Le massacre de Nankin suscite toujours des polémiques virulentes tant au Japon qu'en Chine. Le travail de mémoire est ici, comme bien trop souvent, entravé par des considérations politiques et diplomatiques très actuelles. La puissance évocatrice des événements de 1937 est telle qu'elle permet toutes sortes de manipulations.

Au Japon, les révisionnistes et négationnistes sont très actifs et s'attachent à minimiser ou même nier radicalement les faits. Ces discours conservent un écho important dans la société japonaise contemporaine. Le socle fondamental de leur argumentaire est proche de celui des négationnistes occidentaux concernant les chambres à gaz : c'est un mensonge monté par les vainqueurs pour jeter le blâme sur les vaincus. On observe, à des degrés divers, des mécanismes de négation similaires à ceux développés par Faurisson et ses disciples :

- Existence d'un complot global (dans ce cas-ci, antijaponais)
- Discréditer systématiquement les témoignages individuels (il s'agit de Chinois ou de communistes)
- Le massacre est impossible techniquement
- Obsession de la recherche du détail erroné et généralisation à partir de celui-ci
- Discussion sur les chiffres afin de nier l'essence des faits³

La polémique est ancienne. Dans les années 1960, elle est catalysée par le combat intenté contre l'État japonais par l'historien japonais Ienaga Saburô. Ce dernier s'est attelé à la rédaction de manuels scolaires qui présentent sans détour les crimes de l'armée impériale. Frappé de censure, il s'engage alors dans une interminable bataille politicojudiciaire qui connaîtra de multiples rebondissements jusqu'en 1997 où il obtiendra définitivement gain de cause. On lui reproche notamment de présenter le Japon comme l'agresseur, son récit du sac de Nankin, le fait qu'il aborde les innombrables viols commis par les soldats de l'armée impériale, les « femmes de réconfort » (les prisonnières des Japonais transformées en esclaves sexuelles) ou les expériences bactériologiques menées en Chine sur des milliers de prisonniers et de civils. Aujourd'hui, ces faits sont reconnus comme des réalités historiques et la responsabilité du Japon dans les crimes de guerre est abordée dans la plupart des manuels scolaires, mais le combat fut de longue haleine.



Prisonniers chinois enterrés vivants par les soldats japonais

Ce n'est donc pas par hasard qu'au sein de la nébuleuse révisionniste, on trouve la Tsukuru Kai, le Comité pour la rédaction de nouveaux manuels d'histoire, fondé en 1997. Cette organisation a pignon sur rue et noyauté activement le PLD, le Parti libéral démocrate, au pouvoir presque sans interruption depuis sa création en 1955. Elle milite pour la révision des manuels scolaires, dans un sens révisionniste, sinon négationniste et édite des manuels scolaires expurgés des questions les plus problématiques. Cependant, c'est surtout via les très

³ Arnaud Nanta, « L'actualité du révisionnisme historique au Japon. Novembre 2001-Avril 2002. Autour de la négation de Nankin et de la revue Shokun ! », in *Ebisu*, n° 28, 2002, p. 185-195.

populaires mangas de Yoshinori Kobayashi que les thèses de la Tsukuru Kai ont trouvé le relais le plus puissant. Ceux-ci glorifient l'armée impériale et nient ouvertement les pires de ses crimes. À propos du massacre de Nankin, on peut notamment y lire :

L'un des crimes du Japon inventés au cours du procès fut le massacre de Nankin. On voulait ainsi attribuer aux Japonais un crime aussi grave que les bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki qui firent 300 000 morts⁴.

Selon l'historien Tokushi Kasahara, on ne peut comprendre la question du négationnisme au Japon si on ne l'analyse pas à travers le prisme de la politique intérieure japonaise. Il relève que de nombreuses personnalités de premier plan du PLD sont les enfants et les petits-enfants des principaux acteurs politiques, administratifs et militaires des années 1930-1940. Il les soupçonne de chercher continuellement à embellir la guerre qu'ont menée leurs pères et grands-pères. Selon lui, un tournant important de leur durcissement fut lorsqu'au début des années 1990 le PLD s'est retrouvé en perte de vitesse, miné par des scandales et des scissions. N'ayant plus la majorité absolue, il intègre un gouvernement d'union nationale avec les socialistes. Certains de ses membres les plus influents profitent de la déclaration que prononce l'éphémère Premier ministre Murayama Tomiichi (socialiste) à l'occasion de la commémoration du 50^e anniversaire de la fin de la guerre pour mener une offensive ouvertement nationaliste et révisionniste.

Le premier ministre socialiste Murayama Tomiichi a proposé pour le cinquantième anniversaire de la fin de la guerre de faire table rase du passé en adoptant une « résolution nationale de reconnaissance et d'excuses concernant la guerre d'agression. » Pour le contrer, le PLD a mis en place une campagne d'opposition sauvage, s'appuyant sur les comités locaux, en faisant adopter par plusieurs assemblées régionales une résolution « de commémoration et de gratitude à nos morts tombés pour la patrie ». À l'origine de cette contre-attaque victorieuse, on trouve le « comité d'étude de l'histoire », fondé en 1993, avec comme secrétaire Itagaki Tadashi et comme conseiller Okuno Seisuke. Okuno Seisuke était pendant la guerre fonctionnaire du ministère de l'Intérieur au poste de directeur de la police spéciale. Immédiatement après la défaite il a parcouru le pays pour détruire des preuves et faire brûler des documents. Itagaki Tadashi est le fils de Itagaki Seishirô, criminel de guerre de classe A condamné à mort et exécuté lors du procès de Tôkyô. Tadashi a été emprisonné en Sibérie, s'est converti un temps au communisme par admiration pour Staline avant de devenir président de l'association des familles des soldats morts pour la patrie et de se faire élire comme « député au service des familles des combattants ». Il est également à l'origine des visites des ministres japonais au sanctuaire de Yasukuni. Okuno et Itagaki ne sont plus aujourd'hui à l'assemblée, mais la relève est assurée par Abe Shinzô, Nakagawa Shôichi, Asô Tarô et tous les « faucons » au gouvernement. Les forces conservatrices de droite qui ont réussi à faire échouer la résolution de 1995 « de reconnaissance et d'excuses concernant la guerre d'agression », considèrent que condamner la guerre d'invasion menée par le Japon revient à « profaner l'âme des héros », à « fouetter les soldats morts au combat », à « faire entendre qu'ils sont morts en vain ». Ils usent d'un conservatisme primaire pour se faire écouter partout dans le pays. C'est ainsi qu'en 1997 a été fondé le plus important groupe d'extrême droite du Japon, « Nippon Kaigi ». Plus de la moitié des députés issus du PLD en sont membres, tandis que la moitié des membres du gouvernement Abe soutiennent cet

⁴ Philippe Pons, « Le négationnisme dans les mangas », *Le Monde diplomatique*, octobre 2001.

organisme⁵.

Les visites officielles au sanctuaire Yasukuni dont il est question dans cet extrait font l'objet d'intenses controverses entre le Japon et ses voisins chinois et coréens. Ce sanctuaire shinto créé à l'époque de la restauration de l'ère Meiji (1868) fut un puissant outil de propagande au service de l'État et de la guerre. On y honore la mémoire des quelque 2,5 millions de soldats morts pour l'empire jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Depuis 1978, on y honore aussi des officiers supérieurs japonais condamnés pour crimes de guerre par le tribunal de Tokyo. Les visites de dirigeants japonais à ce temple suscitent périodiquement d'importants remous diplomatiques à Pékin, mais aussi à Séoul. Elles sont perçues comme un hommage aux criminels et une insulte aux victimes.

Dans son essai sur le massacre de Nankin, Michaël Prazan⁶ démontre que les manipulations ne sont pas à sens unique. En effet, les démonstrations de force du Parti communiste chinois liées à la négation des crimes de guerre paraissent clairement nourrir des objectifs politiques et géostratégiques (affirmation de la puissance chinoise). Par ailleurs, on ne compte plus les exemples d'excuses prononcées par des dirigeants japonais depuis la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays en 1972. Cette surdité chinoise concernant ces demandes de pardon n'est pas étrangère à l'exacerbation du nationalisme japonais qui peut faire valoir « l'inutilité de ces manifestations de contrition, perçues par l'extrême droite japonaise comme du masochisme. »

⁵ Intervention du professeur Tokushi Kasahara, *Le massacre de Nankin et les mécanismes de sa négation par la classe politique japonaise*, à la table ronde organisée par l'Institut du Temps Présent, le 1er octobre 2007, <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article669&lang=fr> (consulté en octobre 2017)

⁶ Michaël Prazan, *Le Massacre de Nankin. 1937, le crime contre l'humanité de l'armée japonaise*, Paris, Denoël, 2007, p. 248 et suivantes.

Conclusion

Les blessures laissées par les années de guerre sont encore vives en Orient. Elles alimentent un fort courant antijaponais en Chine, mais aussi en Corée et un raidissement nationaliste au Japon. Elles entretiennent un détestable climat de rancœur.

Un élément de solution pour résoudre ces controverses qui s'enveniment au fil des années passe par la construction d'une mémoire commune. C'est le projet de deux historiens, le professeur Bu Ping (Chine) et le professeur Kasahara (Japon) qui ont conçu des manuels scolaires en chinois, en japonais et en coréen rigoureusement identiques (excepté sur la question du nombre de victimes à Nankin). C'est évidemment une goutte d'eau face aux enjeux,



Mémorial du massacre de Nankin

mais c'est néanmoins la route à suivre.

Les postures où la mémoire n'est qu'un instrument au service de l'affirmation de puissance interdisent tout véritable dialogue et toute discussion commune sur le passé, même le plus douloureux.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.